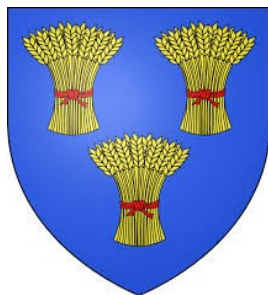


**DEPARTEMENT DU LOIRET**  
-  
**COMMUNE D'OUTARVILLE**



**ENQUETE PUBLIQUE PREALABLE A LA DEMANDE  
D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE PRESENTEE  
PAR**

**LA SAS RECUP 44**

**EN VUE DE L'EXPLOITATION D'UN ENTREPOT DE  
STOCKAGE DE PIECES AUTOMOBILES NEUVES ET  
D'OCCASION DONT DES BATTERIES ACIDE/PLOMB  
NEUVES ET DE TRANSIT ET DE TRAITEMENT PAR  
BROYAGE DE DECHETS DANGEREUX DE BATTERIES  
ACIDE/PLOMB SITUE SUR LA COMMUNE D'OUTARVILLE  
(LOIRET)**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE-ENQUETEUR**

Jean BERNARD

## **PREMIERE PARTIE**

### **I. GENERALITES**

- I.1. Préambule
- I.2. Objet de l'enquête
- I.3. Cadre juridique
- I.4. Nature et caractéristiques du projet
- I.5. Composition du dossier d'enquête

### **II. ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE**

- II.1. Désignation du commissaire-enquêteur
- II.2. Modalités d'organisation de l'enquête
- II.3. Concertation préalable
- II.4. Information effective du public
- II.5. Incidents relevés au cours de l'enquête
- II.6. Climat de l'enquête
- II.7. Clôture de l'enquête et modalités de transfert des dossiers et registres
- II.8. Avis des conseils municipaux
- II.9. Notification des observations au maître d'ouvrage
- II.10. Déroulement des permanences et relation comptable des observations du public

### **III. ANALYSE DES OBSERVATIONS DU PUBLIC**

## **ANNEXES**

- Arrêté préfectoral du 09 décembre 2022
- Avis d'enquête publique
- Annonces légales
- Certificats d'affichage, de dépôt de dossier et de mise à disposition d'un ordinateur
- Procès-verbal des observations
- Mémoire en réponse du maître d'ouvrage aux observations du public et réponses aux observations de la MRAE
- Flyer distribué dans les boîtes à lettres

## **DEUXIEME PARTIE**

- CONCLUSIONS MOTIVEES

## **PIECES JOINTES AU RAPPORT REMIS A LA PREFECTURE DU LOIRET**

- Registre d'enquête
- Dossier d'enquête

## **PREMIERE PARTIE**

### **I. GENERALITES**

#### **I.1. Préambule**

Spécialisée dans la récupération et le recyclage de véhicules hors d'usage, la société RECUP 44 a acquis en 2013 l'usine de fabrication de batteries STECO POWER implantée à Outarville, route de Poily.

STECO POWER ayant cessé ses activités et le site mis en sécurité ; les activités de RECUP 44 ne sont actuellement régies par aucun arrêté préfectoral d'autorisation.

RECUP 44 a débuté son activité à Outarville en février 2015 pour le transit de batteries neuves et d'équipements automobiles, neufs ou d'occasion, en entrepôt couvert et souhaite se développer avec une installation de transit de batteries usagées et une installation de traitement des batteries par broyeur.

#### **I.2. Objet de l'enquête**

Le 15 avril 2020, la société RECUP 44, dont le siège social est situé 108 rue des 27 otages à Chateaubriand (44), a déposé auprès de la Préfecture du Loiret une demande d'autorisation environnementale, complétée le 13 janvier 2022, pour exploiter une plate-forme logistique de **stockage** de pièces automobiles neuves et d'occasion, dont des batteries acide/plomb **et de traitement par broyage de déchets dangereux** de batteries sur la commune d'Outarville (45), au lieu-dit Poily, route de Poily.

Le dossier finalisé conformément aux dispositions du code de l'environnement ayant été jugé complet et régulier par la Préfecture du Loiret, ce projet est soumis à enquête publique afin de recueillir l'avis du public et des organismes concernés.

A l'issue de cette enquête Madame la Préfète du Loiret prendra une décision relative à ce projet.

#### **I.3. Cadre juridique**

Cette enquête est conduite conformément :

- ✓ à l'arrêté de Madame la Préfète du Loiret du 09 décembre 2022,
- ✓ au code de l'environnement et notamment les articles L123-1 à L123-8, L181-10, L515-37, R123-1 à R123-23,
- ✓ à la demande d'autorisation environnementale déposée par la S.A.S.RECUP 44,
- ✓ aux pièces du dossier comprenant notamment une étude d'impact et son

- résumé non technique ;
- ✓ à l'avis de l'autorité environnementale.

#### **I.4. Nature et caractéristiques du projet**

Sur un site d'une surface de 7,55 ha, en zone Uia du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Outarville, au lieu-dit Poily, à environ 700 mètres du centre d'Outarville, la société RECUP 44 réemploie des bâtiments existants d'une emprise de 27000 m<sup>2</sup> dont elle s'est portée acquéreur en 2013. Ces locaux étaient auparavant exploités par la société STECO POWERS, usine de fabrications de batteries implantées à



OUTARVILLE depuis des décennies.

#### **Situation du projet**

Enquête publique S.A.S. RECUP 44 du 16 janvier 2023 au 17 février 2023 - Décision du TA d'Orléans n° 22000142/45 du 15/11/2022. - Rapport

RECUP 44 souhaite développer ces activités sur ce site et dépose une **demande d'autorisation environnementale** en vue de procéder :

- à l'exploitation d'un entrepôt de stockage de pièces automobiles neuves ou d'occasion
- au transit de batteries neuves (stockage en entrepôts couverts) ;
- au transit de batteries usagées (réception de batteries avant traitement par broyeur) ;
- à l'installation de traitement des batteries automobiles plomb/acide par broyage de déchets dangereux.

**Caractéristiques du broyeur** : pour l'activité de broyage des batteries, RECUP 44 envisage de s'équiper d'un broyeur B75 B conçu par la société DROSS ENGINEERING et prévu pour traiter 500 batteries /heure.

Ce choix est motivé par la possibilité, selon les éléments du dossier, de recycler 97,5% des constituants présents dans les batteries prises en charge.

L'autorisation est demandée au titre de la **nomenclature des installations classées** pour la protection de l'environnement (ICPE), activités soumises à autorisation (A)

Rubrique et régime	Activité concernée	Nature de l'installation	Critères de classement	Seuil/unités
2718-1 / A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 & 2793	Stockage de déchets de batteries	Quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation sup. à 1 tonne. Substances ou mélanges dangereux susceptibles d'être sup ou = aux seuil A≥	≥ 1 tonne
2790 / A	Installation de traitement de déchets dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques, 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 & 2795			

3510 / A	Traitement de déchets dangereux	Broyeur	Elimination ou valorisation de déchets dangereux	Sup à 10 tonnes/jour
	Stockage temporaire de déchets dangereux	Stockage de déchets de batteries et de produits et substances issus du démantèlement	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540 dans l'attente des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560	Sup à 50 tonnes
	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aigue 1 ou chronique 1	Stockage de déchets de batteries et de produits et substances issus du démantèlement	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	≥ 100 tonnes

Cette dernière rubrique découle du décret 2014-285 modifiant la nomenclature des ICPE, pour tenir compte des dispositions issues de la directive 2012/18/UE dite « **SEVESO 3** ».

L'autorisation relève également des rubriques suivantes de la **nomenclature de la loi sur l'eau** :

Rubrique	Opération concernée	Seuil	Nature de l'installation	Classement
1.3.1.0	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L214-9, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitatives instituées au	≥ 8 m <sup>3</sup> /h	- Forages d'eau - Bornes d'incendie	<b>A</b>

	titre de l'article L211-2 ont prévu l'abaissement des seuils.			
--	---	--	--	--

Les communes comprises dans le rayon d'affichage de trois (3) kilomètres sont : Bazoches-les-Gallerandes, Chaussy, Erceville, Toury.

**Les enjeux environnementaux** de ce projet sont nombreux et importants. **L'étude d'impact** fait l'objet d'un résumé non technique qui reprend les éléments relatifs :

- ✓ aux paysages, faune, flore et monuments historiques ;
- ✓ au bruit ;
- ✓ au sol et aux eaux souterraines ;
- ✓ aux émissions atmosphériques ;
- ✓ aux déchets ;
- ✓ aux effets sur la santé ;
- ✓ à l'énergie.

L'étude d'impact prend en compte l'état initial de l'environnement selon quatre niveaux de sensibilité, de nulle à élevée, et propose les **mesures pour éviter, réduire et compenser**.

**L'étude de dangers** expose la probabilité et les effets des accidents potentiels d'une activité classée soumise à autorisation SEVESO et développe les mesures de prévention adaptées.

Les autorisations demandées sont prévues pour une **utilisation maximale du site**. La montée en puissance concernant le stockage et le traitement des produits concernés sera progressive.

## **I.5. Composition du dossier d'enquête**

Le dossier mis à la disposition du public comprend :

**Un dossier broché intitulé « Dossier d'installations classées – Dossier de demande d'autorisation d'exploiter »** comprenant :

- Une introduction résumant sommairement le dossier *4 pages*
- La demande d'autorisation environnementale CERFA 15964\* 01, les annexes 1 et 2 et une demande de dérogation à l'échelle des plans produits. *30 pages*
- La présentation du dossier incluant : *57 pages*
  - les pièces administratives ;
  - l'objet de la demande ;
  - le traitement des déchets ;
  - les garanties financières ;
  - la justification du droit d'exploitation ;
  - la directive IED (Industrial Emissions Directives) et les éléments de

MTD (Meilleures Techniques Disponibles) ;



- le positionnement vis-à-vis des rubriques 4000 de la nomenclature ICPE ;

- la mise en œuvre de l'arrêté du 26 mai 2014 (SEVESO III) ;
- l'échéancier des actions et aménagements futurs ;
- la table de correspondance Cerfa et documents ;

➤ Une étude d'impact et une étude de dangers.

Ces deux documents sont classés dans un document confidentiel accessible uniquement sur demande auprès du porteur de projet. En effet, conformément à l'article **L123-2-4°- V du code de l'environnement** et aux dispositions du code des relations entre le public et l'administration, l'enquête publique s'effectue « dans le respect du secret industriel et de tout secret protégé par la loi. Son déroulement ainsi que les modalités de sa conduite peuvent donc être adaptés en conséquence ».

➤ Une notice Hygiène et Sécurité au travail : 40 pages

- objet de la notice ;
- analyse de la conformité au code du travail ;
- risques particuliers d'exposition à l'acide et au plomb.

➤ Les résumés non technique du dossier : 35 pages

- introduction ;
- identification du demandeur ;
- objet de la demande ;
- situation géographique ;
- résumé non technique de l'étude d'impact ;
- résumé non technique de l'étude de dangers.

➤ Cinq dossiers brochés comprenant les annexes 1 à 76. 174 pages

➤ L'avis de Mission Régionale d'Autorité Environnementale. 13 pages

➤ La réponse du porteur de projet à l'avis de la MRAE 16 pages

Ce dossier est complété par l'arrêté préfectoral du 09 décembre 2022 et l'avis d'enquête.

Avis du commissaire-enquêteur sur le dossier :

*Ce dossier ICPE est protégé par l'instruction du Gouvernement du 06 novembre 2017 relative à la mise à disposition et aux conditions d'accès des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l'environnement », les dispositions du Code des Relations entre le Public et l'Administration et du Code de l'Environnement.*

*C'est pourquoi :*

*- les études d'impact et de dangers figurent seulement en partie dans les résumés non techniques.*

*- dans toutes les pièces du dossier, de nombreuses informations sont masquées ;*

- le dossier d'annexes n'est que très partiel puisque sur 76 annexes répertoriées 47 sont vides.

Interrogé à ce sujet, le représentant du porteur de projet et l'autorité organisatrice m'ont confirmé le caractère légal de ces dispositions.

Il était possible de consulter l'intégralité du dossier, sous contrôle et sur demande, à la Préfecture du Loiret, ce que personne n'a fait.

## **II. ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE**

### **II.1. Désignation du commissaire-enquêteur**

Le commissaire-enquêteur a été désigné pour conduire cette enquête par décision n° E22000142/45 du 15 novembre 2022 de Madame la Présidente Déléguée du Tribunal Administratif d'Orléans.

### **II.2. Modalités d'organisation de l'enquête**

#### **II.2.1 Rencontre avec l'autorité organisatrice :**

Après avoir été désigné par le Tribunal Administratif d'Orléans, j'ai eu un premier contact téléphonique avec les services de la Préfecture du Loiret, Direction Départementale de la Protection des Populations, Service Sécurité Environnement Industriel, à Orléans, **le 17 novembre 2022.**

Au cours de cet entretien téléphonique nous avons convenu que l'enquête publique se déroulerait du **16 janvier 2023 au 17 février 2023 inclus**, soit pendant **trente-trois (33)** jours consécutifs.

Il a également été convenu que le commissaire-enquêteur se tiendrait à la disposition du public lors de **quatre permanences (4)** à la **mairie d'Outarville, siège de l'enquête** aux dates et heures indiquées ci-après :

- ✓ lundi 16 janvier 2023 de 09 h 15 à 12 h 15
- ✓ mercredi 25 janvier 2023 de 14 h 00 à 16 h 30
- ✓ mardi 07 février 2023 de 09 h 15 à 12 h 15
- ✓ vendredi 17 février 2023 de 14 h 00 à 16 h 00

Les jours et heures de permanences ont été décidés de façon à permettre à un maximum de personnes de s'exprimer en tenant compte des horaires habituels d'ouverture de la mairie. La mairie d'Outarville étant fermée le samedi matin, il n'a pas été prévu de permanence ce jour-là.

Ces décisions ont été confirmées par mail le même jour.

Le dossier ayant été finalisé par le maître d'ouvrage et remis à l'autorité organisatrice, nous avons convenu d'un rendez-vous le **20 décembre 2022 à 14 h 30** à

la Direction Départementale de la Protection des Populations, cité administrative Coligny à Orléans.

Avec Cécile TEISSERENC, service sécurité environnement industriel, nous avons fait le point sur le contenu du dossier et discuté des **procédures administratives** à la charge de l'autorité organisatrice :

- ✓ la publicité légale de l'enquête par insertion d'annonces légales dans deux journaux locaux paraissant dans le Loiret et deux journaux locaux paraissant dans l'Eure et Loir;
- ✓ l'information du public et les moyens mis à sa disposition pour prendre connaissance du dossier et déposer ses observations notamment à une adresse dédiée et ouverte à cette fin sur le site de la préfecture pendant toute la durée de l'enquête;
- ✓ la communication au commissaire-enquêteur et au public des mails éventuellement reçus ;
- ✓ l'information du maire d'Outarville et la mise à disposition du public, en mairie, d'un dossier « papier » et d'un ordinateur dédié à l'enquête ;
- ✓ l'affichage et les avis des conseils municipaux dans les quatre autres communes (BAZOUCHES-LES-GALLERANDES, CHAUSSY, ERCEVILLE, TOURY) concernées par le périmètre d'affichage (3 kms) du projet qui ont été informées par l'autorité organisatrice des modalités d'affichage.

J'ai **côté et paraphé le registre d'enquête**, qui a été ouvert et sera clos par mes soins et **paraphé le dossier** « papier » mis à la disposition du public en mairie d'Outarville.

J'ai récupéré le dossier « papier », le dossier numérisé sous forme de clef USB, l'arrêté préfectoral et l'avis d'enquête.

La première parution des annonces légales m'a été envoyée le 09 janvier 2023.

Tous ces points sont repris et détaillés dans les paragraphes suivants du présent rapport.

## **II.2.2. Rencontres avec le porteur de projet et visite des lieux**

Le **27 décembre 2022**, j'ai eu un premier contact téléphonique avec Olivier MICHROWSKI, du bureau d'études ASSYST ENVIRONNEMENT, mandaté par la société RECUP 44 comme personne référente sur ce dossier.

**Le 29 décembre 2022**, à l'issue de mon rendez-vous avec le maire d'Outarville, je suis allé sur le site de l'entreprise RECUP 44, route de Poily ; j'ai pu voir, **de l'extérieur**, les locaux et l'environnement.

Après quelques échanges rapides par téléphone avec le porteur de projet, nous avons convenu d'un rendez-vous sur le site d'Outarville **le 10 janvier 2023 à 14 h 15.**

Au cours de cet entretien avec :

- ✓ Olivier MICHROWSKI,
- ✓ Jérôme HABSIEGER, responsable du site d'Outarville,

nous avons fait le point de l'activité passée de l'entreprise, du projet et des activités envisagées dans le cadre de cette demande, des formalités administratives à la charge du porteur de projet.

Avec Olivier MICHROWSKI, j'ai ensuite procédé à une **visite du site**. Au cours de cette visite, j'ai pu voir les différents entrepôts destinés au stockage des produits traités sur le site ; le hangar abritant le broyeur et à l'extérieur, les bassins de décantation des eaux de ruissellement, et l'emplacement futur des installations de filtration et d'évacuation des fumées.

Pendant cette intéressante visite, j'ai reçu les explications nécessaires à la compréhension du dossier en particulier concernant le fonctionnement du broyeur, le traitement des déchets et des eaux de ruissellement.

### **II.2.3. Rencontres avec les élus**

Après contact téléphonique avec Michel CHAMBRIN, **Maire d'Outarville**, nous avons convenu d'un rendez-vous le **jeudi 29 décembre à 10 h 00** à la mairie.

Au cours de cet entretien, comme convenu avec la Préfecture d'Orléans, j'ai remis à Mr le Maire le dossier papier et numérique de l'enquête ainsi que le registre d'enquête.

Après avoir fait le point sur les **modalités administratives** à la charge de la mairie (dossier et ordinateur à disposition du public, affichage, courriers reçus, formalités de fin d'enquête), nous avons évoqué **la situation** passée, actuelle et future **de l'entreprise RECUP 44**, son importance pour la commune et l'impact de ce projet au regard des habitants d'Outarville.

J'ai également rencontré le maire ou l'un de ses adjoints lors de chaque permanence.

**Lors de la première permanence**, j'ai attiré l'attention du maire sur le fait que les études d'impact et de dangers, incomplètes dans le dossier mis à la disposition du public pour les raisons évoquées plus haut, pouvaient être consultées dans leur intégralité, sur demande et sous contrôle, à la Préfecture du Loiret.

### **II.2.4. Autres personnes contactées**

Le 02 mars 2023, j'ai été contacté par **Monsieur DROUIN**, en charge de ce dossier à la **DREAL du Loiret**. Au cours de cet entretien téléphonique, nous avons échangé, à sa demande, sur le déroulement de l'enquête, la composition du dossier et les impacts possibles de ce projet sur l'environnement.

## **II.3 Concertation préalable**

## II. 3 1. Concertation avec le public

La réglementation ne prévoit pas de concertation préalable pour ce type de demande. Cette demande n'a donné lieu à aucun débat ou concertation publique.

## II. 3. 2. Avis des collectivités locales et organismes consultés

### Avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale Centre Val de Loire (MRAE)

Conformément aux dispositions du code de l'environnement, la MRAE a été saisie d'une demande d'avis par le porteur de projet.

Dans son avis, rendu le 05 décembre 2022, sous le numéro 2022-2919, la MRAE développe le projet d'installation de stockage de pièces automobiles dont des batteries acide/plomb neuves et de traitement par broyage de déchets de batteries.

Après un préambule indiquant notamment que le code de l'environnement fait obligation au porteur de projet de produire une réponse écrite à l'autorité environnementale, **la MRAE constate** que certaines pièces de ce dossier sont protégées par le respect du secret industriel rendant difficilement compréhensible de nombreux éléments de l'évaluation environnementale et de l'étude d'impact.

Pour les mêmes raisons, l'étude de dangers n'a pas été transmise à l'autorité environnementale.

La MRAE **recommande** de reprendre l'étude d'impact concernant :

- l'usage de l'eau issue de la nappe des calcaires de Pithiviers et demande des investigations complémentaires ;
- la capacité à démontrer la maîtrise des incidences liées à la pollution des sols et à la qualité de l'air.

Elle **recommande également** :

- de présenter un état initial représentatif du site d'implantation du projet ;
- d'élaborer un plan de surveillance de la qualité de l'air sur les principales molécules susceptibles d'être émises.

La MRAE conclut que la rédaction de cette étude liée à un caractère confidentiel « réel ou supposé » conduit à une présentation très succincte de l'évaluation environnementale et renvoie aux recommandations qui précèdent.

Conformément aux dispositions de l'article L122-1V du code de l'environnement, le porteur de projet a produit, **le 05 janvier 2023, une réponse écrite** dans laquelle il répond point par point aux recommandations et aux questionnements de la MRAE en proposant des solutions adaptées aux nouvelles activités de ce site.

### Concernant :

- **la confidentialité du dossier** mis à l'enquête, le porteur de projet rappelle les textes en vigueur et « l'instruction du Gouvernement du 06 novembre 2017 relative à la mise à disposition et aux conditions d'accès des informations potentiellement

sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l'environnement ».

- **La pollution des eaux et des sols**, il indique l'implantation de 2 piézomètres complémentaires à l'été 2019, pour assurer un suivi complémentaire de la pollution historique et de l'impact de l'infiltration des eaux pluviales du site et propose une surveillance semestrielle de la nappe d'eau souterraine et l'actualisation des risques sanitaires dans les 5 ans suivant la mise en service de l'installation de broyage, en réalisant des prélèvements dans les jardins voisins du site.

- **La pollution atmosphérique**, le porteur de projet propose une mesure de la qualité de l'air aux alentours du site avant mise en route de l'installation de broyage, puis durant la première année d'exploitation, une surveillance à 3 mois et à 9 mois de la qualité de l'air (sur 24h) pour caractériser l'impact réel de l'activité.

Ce mémoire en réponse est joint au dossier d'enquête et annexé au rapport.

## **II.4. Information effective du public**

Cette enquête se déroulant sur les départements du Loiret et de l'Eure et Loir, la **publicité légale** de l'enquête dans la presse a été faite par insertion dans :

- ✓ la République du Centre le 19 décembre 2022 et le 18 janvier 2023 ;
  - ✓ le Courrier du Loiret le 21 décembre 2022 et le 18 janvier 2023 ;
- pour le département du Loiret
- ✓ L'Horizon Eure et Loir le 27 décembre 2022 et le 20 janvier 2023 ;
  - ✓ L'Echo Républicain le 20 décembre 2022, le 19 janvier 2023 et le 23 janvier 2023
- pour le département de l'Eure et Loir.

**Sur internet**, le dossier était consultable, à compter **du 14 décembre 2022** sur le site : « [www.loiret.gouv.fr/politiques/publiques/securite-et-risques/risques/installations-classées-pour-la-protection-de-l'environnement-I.C.P.E-et-autorisation-unique/dossier-d'I.C.P.E.-et-dossiers-d'autorisation-unique-en-cours/autorisation-unique-et-autorisations-uniques](http://www.loiret.gouv.fr/politiques/publiques/securite-et-risques/risques/installations-classées-pour-la-protection-de-l'environnement-I.C.P.E-et-autorisation-unique/dossier-d'I.C.P.E.-et-dossiers-d'autorisation-unique-en-cours/autorisation-unique-et-autorisations-uniques) », page 8.

Sur ce même site de la préfecture du Loiret, l'avis d'enquête publique était en ligne à compter de la même date.

**Sur un poste informatique** à la mairie d'Outarville dès le début de l'enquête. Ce dossier est identique au dossier « papier ».

**Le dossier « papier »** était à la disposition du public à la mairie Outarville, siège de l'enquête pendant toute la durée de l'enquête aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

Un **avis d'enquête** reprenant les principaux points de l'arrêté préfectoral a été diffusé pour affichage à la mairie Outarville, siège de l'enquête et dans les mairies de Bazoches-les-Gallerandes, Chaussy, Erceville et Toury comprises dans le périmètre d'affichage de cette installation classée.

Le maître d'ouvrage a procédé, à partir du 27 décembre 2022 à l'affichage de **trois (3) affiches au format A2**, reprenant le texte de l'avis d'enquête, lettres noires sur fond jaune, sur la clôture de l'entreprise, route de Poily.

Le public pouvait également obtenir des informations sur ce projet auprès de Monsieur Olivier MICHROWSKI, société ASSYST ENVIRONNEMENT, chargé du suivi du dossier par RECUP 44, à l'adresse mail : [olivier@assystenvironnement.fr](mailto:olivier@assystenvironnement.fr).

Parmi **d'autres sources d'information** dont j'ai eu connaissance:

- l'enquête publique était annoncée sur l'application « panneau pocket » d'Outarville ;
- un article sur le site France 3 Val de Loire du 15 février 2023 sous le titre : « Pollution : un futur site de recyclage de batteries fait peur aux habitants » suivi d'un reportage au journal de 19 h 00 du 16 février 2023 ;
- une information sur la radio France Bleu Orléans le 17 février 2023 à 07 h 00 et 08 h 30.

## **II.5. Incidents relevés au cours de l'enquête**

Au cours de cette enquête, aucun incident important n'a été relevé. J'ai noté dans la partie « observations du public » les remarques de Mr FOUCHE et ma réponse.

## **II.6. Climat de l'enquête**

Cette enquête s'est tenue dans un bon climat. Mis à part le petit incident cité au paragraphe II-5, les personnes reçues, bien que majoritairement opposées au projet ont présenté leurs observations sereinement.

L'autorité organisatrice, le porteur de projet et la mairie d'**Outarville** ont toujours été à l'écoute du commissaire-enquêteur avec pour objectif l'information du public et le bon déroulement de l'enquête.

## **II.7. Clôture de l'enquête et modalités de transfert des dossiers et registres**

Le 17 février 2023, à l'issue de la dernière permanence, j'ai récupéré et clos le registre d'enquête et le dossier de la mairie **d'Outarville**, siège de l'enquête ainsi que les certificats du maire, datés du dernier jour de l'enquête, constatant :

- ✓ le dépôt en mairie du dossier d'enquête ;
- ✓ la mise à disposition du dossier d'enquête sur un poste informatique accessible au public en mairie ;
- ✓ l'affichage de l'avis d'enquête.

Les certificats d’affichage des communes d’Erceville, Toury, Chaussy et Bazoches les Gallerandes m’ont été adressés dès la fin de l’enquête.

## II.8. Avis des conseils municipaux

COMMUNES OU COMMUNAUTES DE COMMUNES	DATE DE LA DELIBERATION	AVIS
Communauté de communes « Cœur de Beauce »	17 janvier 2023	favorable
Communauté de communes « Plaine du Nord Loiret »	07 février 2023	favorable
Bazoches les Gallerandes	31 janvier 2023	défavorable
Outarville	1 <sup>o</sup> février 2023	favorable

Les autres communes ne m’ont pas communiqué de délibérations.

## II.9. Notification des observations au maître d’ouvrage et mémoire en réponse

Le procès-verbal des observations formulées pendant l’enquête a été remis au maître d’ouvrage qui en a accusé réception **le 24 février 2023 à 10 h 30 sur le site d’Outarville**

Au cours de cet entretien avec :

- ✓ Olivier MICHROWSKI,
- ✓ Jérôme HABSIEGER, responsable du site d’Outarville,

nous avons fait le bilan de l’enquête et des observations déposées.

J’ai informé le maître d’ouvrage que, conformément à l’article R123-18 du code de l’environnement il disposait d’un délai de quinze jours pour produire un mémoire en réponse.

**Le mémoire en réponse** m’a été transmis le **10 mars 2023**.

Dans ce mémoire, le porteur de projet précise les raisons pour lesquelles certaines parties du dossier sont occultées, puis **répond très sommairement** aux interrogations du public concernant les thématiques de pollution du sol et des eaux souterraines, pollution de l’air, risque sanitaire et maîtrise du risque industriel, **et renvoie à ses réponses aux observations de la MRAE** qu’il joint à son mémoire.

Quelques observations n’obtiennent pas de réponse.

Par contre, le porteur de projet répond points par points et avec davantage de précisions aux observations de la société ECOBAT.



Le procès-verbal des observations est annexé au présent rapport ainsi que le mémoire en réponse aux observations du public et les réponses aux observations de la MRAE compte-tenu du lien fait par le porteur de projet entre ces deux documents.

## **II.10. Déroulement des permanences et relation comptable des observations du public**

Pendant la durée de cette enquête, le public a eu la possibilité de déposer ses observations :

- auprès du **commissaire-enquêteur** lors des **quatre permanences (4) en mairie d'Outarville**

- sur le **registre d'enquête**, ouvert par le maire, mis à sa disposition à la mairie d'Outarville aux jours et heures habituels d'ouverture au public ;

- par **courriers** adressés à l'attention du commissaire-enquêteur à la mairie d'Outarville siège de l'enquête ;

- par **mail** à l'adresse dédiée : [recup44outarville@loiret.gouv.fr](mailto:recup44outarville@loiret.gouv.fr)

Les observations transmises par voie électronique étaient consultables sur le site internet départemental de l'état dès leur dépôt.

Les permanences se sont tenues dans la salle du conseil municipal, vaste salle accessible à tous les publics.

Un ordinateur portable était à la disposition du public à sa demande à l'accueil de la mairie. Une clef USB dédiée permettait de consulter le dossier.

Le « dossier papier » et le registre d'enquête étaient à la disposition du public pendant les heures d'ouverture de la mairie et auprès du commissaire-enquêteur pendant les permanences.

### **Permanence du 16 janvier 2023 de 09 h 15 à 12 h 15**

Je n'ai reçu **aucune personne** durant cette permanence.

### **Permanence du 25 janvier 2023 de 14 h 00 à 16 h 30**

Depuis la dernière permanence :

- aucune personne n'est venue consulter le dossier,
- aucune observation n'a été déposée sur le registre d'enquête,
- aucun courrier n'a été reçu à mon intention.

Pendant cette permanence, j'ai reçu **trois personnes**.

### **Permanence du 07 février 2023**

Je n'ai reçu **aucune personne** durant cette permanence.

J'ai pris connaissance des observations et des courriers déposés à ce jour dans le registre d'enquête.

### Permanence du 17 février 2023

Pendant cette permanence, j'ai reçu cinq personnes

J'ai pris connaissance des observations et des courriers déposés à ce jour dans le registre d'enquête.

Pendant cette permanence, j'ai rencontré Monsieur BUREAU, correspondant du Courrier du Loiret, qui souhaitait se renseigner sur la procédure des enquêtes publiques. J'ai communiqué à Mr BUREAU les informations qui figurent dans l'arrêté organisant l'enquête sans lui donner d'informations sur la forme et le fond du dossier.

Cette permanence s'est prolongée jusqu'à 16 h 30 afin de terminer les entretiens avec les personnes présentes.

### A chacune de ces quatre permanences :

- j'ai rencontré Michel CHAMBRIN, Maire d'Outarville et/ou Roselyne LACOMBE, adjointe ;
- j'ai constaté que l'affichage était toujours en place, l'ordinateur portable, le dossier et le registre d'enquête toujours tenus à la disposition du public.

### BILAN COMPTABLE DES OBSERVATIONS

<u>LIEU</u>	<u>OBS. ECRITES</u>	<u>OBS. ORALES</u>	<u>COURRIERS ET PETITIONS</u>	<u>MAILS</u>	<u>DEMANDE RENS.</u>	<u>TOTAL</u>
Mairie d'Outarville	8	3	6 courriers 3 pétitions			20
Préfecture du Loiret	/	/	/	9	/	9
TOTAL	8	3	9	9		29

### III - ANALYSE DES OBSERVATIONS DU PUBLIC

Pendant cette enquête de trente-trois jours (33), vingt-neuf contributions qui se répartissent ainsi :

- neuf (9) mails ont été reçus à l'adresse dédiée à la préfecture du Loiret ;
- trois (3) observations orales pendant les permanences,

- huit (8) observations sur le registre d'enquête de la mairie d'Outarville
  - six (6) courriers insérés dans le registre d'enquête,
  - trois (3) pétitions : une sous forme de coupons déposés à la mairie (52 noms), une sous forme de mails (3 noms), une sur le site change.org. (226 noms).
  - aucune demande de renseignement
  - aucune observation ou proposition émanant d'une association,
- ont été reçus par le commissaire - enquêteur.

### III – 1 - OBSERVATIONS ORALES

Madame NORMAND habite dans le quartier de Lambreville et demande quelles seront les nouvelles activités de l'entreprise. Elle s'inquiète notamment de l'augmentation éventuelle du trafic routier et demande si des mesures seront prises à cet effet, en particulier pour limiter la vitesse.

Madame Normand est revenue lors de la permanence du 7 février 2023 pour se renseigner sur une pétition actuellement en ligne et les possibilités d'accéder au dossier complet.

*Avis du commissaire-enquêteur : J'ai expliqué à Mme Normand en quoi consisteraient, selon le dossier, les nouvelles activités de RECUP 44. Concernant le trafic routier, qui n'est pas du ressort du porteur de projet, je lui ai conseillé de contacter la mairie d'Outarville.*

*Pour sa deuxième intervention, je n'ai pas fait de commentaire sur la pétition et lui ai indiqué la possibilité de consulter l'intégralité du dossier, sur demande et sous contrôle, auprès de la Préfecture d'Orléans.*

Monsieur BERTHEAU et Monsieur FRANTIETTE habitent rue de Poily, à Outarville. Ils s'étonnent de voir « cette usine » reprendre de l'activité alors que, selon eux, elle est en mauvais état, qu'elle a été pendant des décennies sources de pollution des sols et de l'air, notamment à cause d'une fonderie de plomb. Se souvenant d'un incendie provoqué dans les années passées par le stockage de pneus, ils s'inquiètent d'avoir de nouveau près de chez eux des stocks de pneus neufs ou pas, et d'autres matières dangereuses.

*Avis du commissaire-enquêteur: J'ai expliqué à Mrs BERTHEAU et FRANTIETTE que l'exploitation éventuelle de RECUP44 est soumise à une autorisation préfectorale accordée, ou pas, si le projet se conforme aux normes applicables aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). Par ailleurs, je leur ai indiqué que si ce projet comprend une installation de broyage de batteries, il n'y a pas de fonderie, contrairement à ce qui existait dans les décennies passées avec l'usine STECO POWERS.*

### III -2 – OBSERVATIONS SUR LE REGISTRE D'ENQUETE

Madame Marine LAURENT s'inquiète de ce projet en raison des sols pollués, du transit actuel, malgré la fermeture, de marchandises d'origine inconnue, des risques

technologiques. Elle indique que le dossier est incomplet et ne prend pas en compte les risques pour l'environnement et la santé.

**Madame Julie SEKKOUTI** estime ce projet dangereux pour la population dans un rayon de trois kilomètres qui englobe tout le village d'Outarville.

*Note du commissaire-enquêteur : Madame SEKKOUTI est venue pendant la permanence du 17 février faire de nouveau part de ses craintes et de son désaccord sur ce projet.*

**Madame Candice GUYOT** a acheté une maison place de l'église en 2021. Sa maison se trouvant dans le rayon de trois kilomètres du site, elle considère qu'elle se situe dans une zone à risques et s'oppose totalement à ce projet.

**Madame Priscilla HAMON** s'inquiète de cette pollution supplémentaire et demande « de penser à nos enfants ».

**Madame Nicole BAYARD** se sent soucieuse pour l'avenir de ses enfants avec l'installation de cette usine dans la commune.

**Une observation anonyme** souligne le manque d'éléments dans le dossier et constate une forte pollution des eaux et des sols liée à l'activité passée. Cette personne s'interroge sur les gaz, les matières récoltées et l'absence de plan de prévention des risques sur la commune. Elle trouve ce projet intolérable, trop flou et comportant trop de risques pour la population.

**Madame Adeline GOUACHE** reprend dans son observation les mêmes arguments que dans le mail déposé sur l'adresse de la Préfecture et dans le courrier inséré dans le registre d'enquête.

**Une personne** qui a souhaité rester **anonyme** s'inquiète pour le devenir de ses enfants, son bien immobilier et l'environnement face à cette entreprise « maintes fois condamnée ». Elle s'inquiète également de l'absence de système d'alarme dans la commune et de l'irresponsabilité des élus. Elle s'oppose au projet et demande d'écouter la population.

### **III- 3 - OBSERVATIONS RECUES SUR L'ADRESSE MAIL DEDIEE A L'ENQUETE**

**(Les mails sont consultables intégralement sur le site de la Préfecture d'Orléans)**

#### **Mail du 03 février 2023 à 08 h 40 de Madame Adeline GOUACHE**

Madame GOUACHE s'oppose au projet de la Steco à Outarville « pour broyer les déchets de batteries ». Le site est géographiquement assez proche de l'école (nous avons pu constater les fumées lors d'un incendie). Nombreux manquements de sécurité et de demandes d'autorisations constatés et elle ne voit pas pourquoi cela deviendrait plus vertueux. Les activités de la Steco ont déjà grandement pollué nos sols et il serait temps de les laisser se remettre...Ce n'est pas parce que nous habitons à la campagne que nous devons servir de poubelle au nom de principes d'économie et de soi-disant "écologie" (l'écologie c'est plutôt laisser vivre la nature pas la polluer avec des substances toxiques présentes dans les batteries). Outarville va déjà peut-

être subir une usine de méthanisation, ce serait bien de ne pas récupérer toutes les activités "poubelle" qui ont le vent en poupe actuellement.

*Madame GOUACHE et Monsieur TOUZET Johnny ont déposé, dans des termes identiques, un courrier inséré dans le registre d'enquête ainsi qu'un coupon réponse en mairie.*

**Mails du 06 février 2023 à 10 h 04 et du 16 février 2023 à 19 h 15 de Madame Marie-José BUISSON**

Madame BUISSON dénonce FERMEMENT le projet dans l'ancienne Steco. Du fait des antécédents dont certains très graves ont été cachés à la population et pourraient refaire surface. Il est inadmissible de faire courir autant de risques à la population. Monsieur Véran a dit qu'il n'y aurait plus de Seveso installés en France. Donc qui aura le dernier mot ??? (mail du 06 février 2023).

*Madame Marie-José BUISSON a également déposé coupon réponse en mairie.*

Comment se fait-il qu'un site Seveso s'installe dans un village au milieu des habitations sans en avertir les habitants ? N'EST-CE PAS UN GRAVE ABUS DE POUVOIR ?

Sur un site non décontaminé il va être rajouté des activités dangereuses et très polluantes. L'incendie que nous avons subi dernièrement apparemment n'a pas donné de leçon à notre municipalité ni à la préfecture. Les médias sont refoulés lorsqu'ils veulent rencontrer le maire. Est-ce pour cacher les faits et risques importants connus de toute évidence par vous-même et notre maire. Le devoir d'un Préfet n'est-il pas de faire annuler le vote de la commune et de la com-com étant donné que les habitants n'étaient pas au courant ? Monsieur le Préfet, ne pensez-vous pas qu'il y a eu assez de dégâts avec l'ancienne STECO ? AU SECOURS NOUS COMPTONS SUR VOTRE BONNE CONSCIENCE (mail du 16 février 2023).

*Avis du commissaire-enquêteur: Le but de l'enquête publique est précisément « d'avertir les habitants » et de solliciter leur avis.*

**Mail du 06 février 2023 à 10 h 48 de Madame LAMBERT**

Mme LAMBERT fait part de son inquiétude, en tant que riveraine de l'entreprise, sur l'impact environnemental ; ne comprend pas comment un tel projet peut aboutir vu les conséquences catastrophiques pour l'environnement et la population. Comment, seules quelques personnes peuvent prendre une telle décision alors que toute la population d'Outarville est concernée.

De plus, dans un avis rendu début janvier, l'état indique que le dossier présente plusieurs lacunes ne permettant pas de s'assurer de la bonne prise en compte des

enjeux d'environnement et de santé humaine !!!!!

Donc expliquez-moi comment on peut accorder un tel projet !

Espérant que vous irez dans le bon sens et donc à l'annulation de cette catastrophe.

**Mail du 08 février 2023 à 14 h 34 de Madame BERTHEAU,**

Je suis née à Outarville en 1953, un petit village de Beauce qui avait une âme, un tissu social et associatif très animés et une usine de batteries nourricière pour quelques habitants, et surtout très rentable pour la Commune, donc nous avons supportés les nuisances sans faire de vagues... après de mauvaises gestions plus ou moins frauduleuses, le château de sable s'est écroulé laissant de nombreuses personnes au chômage et un site en très mauvais état au sol et en sous-sol.

Un ferrailleur a acheté le site pour une bouchée de pain sans obligation de faire un grand nettoyage des pollutions installées. Et maintenant il veut en rajouter en voulant faire du commerce de broyage des déchets de batteries.

Je pense qu'il est temps d'arrêter les dégâts, le site est au milieu des habitations et des champs cultivés de denrées consommables etc...

Il a depuis construit de grands murs sans doute pour cachés les nuisances futures ou mêmes actuelles cela ne met pas en confiance.

DONC JE SUIS CONTRE CE PROJET.

**Mail du 10 février 2023 à 16 h 12 de Laurent FESARD, société ECOBAT**

**Commentaires sur avis MRAE et réponses à l'avis MRAE**

**Pollution des eaux et du sol**

**Demande MRAE 2 :**

L'arrêté du 30/12/2022 pour les valeurs limites de qualité des eaux brutes destinées à la production d'eau pour la consommation humaine précise une valeur de Cadmium à 0,005 mg/l au lieu de 0,01 mg/l de la référence OMS. La mise à jour des valeurs limites de référence établit un constat encore plus alarmant du niveau de pollution des eaux souterraines par le site.

L'ajout d'une activité complémentaire dont les impacts mêmes faibles sont de même nature (Pb, Cd,...) que l'activité historique ne va qu'accroître la situation actuelle de la pollution par simple addition, accumulation.

**Demande MRAE 3 :**

L'étude d'impact environnemental selon le guide INERIS d'août 2013 est obsolète depuis sa deuxième version de juillet 2021 suite à une mise à jour prenant notamment en considération la réforme de l'évaluation environnementale (depuis 2016), la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués mise à jour en 2017, et la note interministérielle relative aux choix des valeurs toxicologiques de référence (2014).

Malgré 3 recommandations de la MRAE pour reprendre l'étude d'impact (eaux d'irrigation, contamination des sols, plan de surveillance de l'air), étonnamment le pétitionnaire a poursuivi le processus de demande d'autorisation.

## **b. Les rejets atmosphériques**

### *Demande MRAE 4 :*

L'état initial représentatif du site d'implantation du projet ne précise pas les cibles potentielles ni les zones de retombées maximales attendues au regard de la zone d'implantation spécifique du site.

La comparaison aux résultats de la stratégie de surveillance du site STCM de Bazoches les Gallerandes n'est pas suffisante pour conclure sur les incidences générées par le projet RECUP44 car les enjeux et le contexte environnemental ne sont pas comparables. En l'absence d'exhaustivité de l'état initial représentatif du site d'implantation, il n'est pas possible d'établir une stratégie de surveillance adaptée aux enjeux.

## **c- Les déchets**

### *Page 9/13 :*

- La pâte de plomb et le plomb métallique restent sous le statut de déchets même après le procédé de broyage des batteries usagées (rubrique 2790). Seule l'activité de traitement thermique de ces déchets (rubrique 2770) permet la sortie du statut de déchet de la pâte de plomb et du plomb métallique.

- De notre connaissance, les seules installations actuelles possédant une autorisation préfectorale d'activité de traitement thermique de déchets de plomb (rubrique 2770) sont STCM B2, APSM et METAL BLANC.

## **d. Justification du choix du site**

### *Page 9/13 :*

Justification du choix du site retenu par la proximité d'un établissement de traitements de déchets plombés (ECOBAT STCM) avec lequel il n'y a aucun accord.

## **2. Commentaires sur la présentation du dossier :**

### **Identification du demandeur**

#### *Page 6/57 :*

- La demande d'autorisation d'exploiter ne reprend pas les parcelles au Nord (248 et 250) alors que des effets atteignent ces parcelles et que l'exploitant mentionne de ne pas les prendre en compte aux titres du périmètre des effets. Soit ces parcelles sont à intégrer dans la demande d'autorisation, soit l'exploitant doit revoir sa grille de criticité.

#### *Page 9/57 :*

· L'exploitant indique que l'installation permet de recycler l'ensemble des matières constituant... Or les activités décrites et soumises à demande d'autorisation d'exploiter ne permettent pas la sortie du statut de déchet de la plus grande proportion des matières constituant.

**Page 11/57 :**

· Rubrique 2718-1: La quantité de pâtes de plomb stockée sur site est annoncée à 40 tonnes. Avec une production du broyeur de 160 t de batteries par jour à 35% de pâtes (d'ailleurs les chiffres de la profession pour des batteries usagées sont aux environs de 55-60%), cela fait moins d'une journée de production en stock sur site.

Cela paraît difficilement réalisable en termes de logistique.

**Page 18/57 :**

· Sans accès à l'annexe 53, il semble vraiment improbable de traiter efficacement les eaux pluviales avant infiltration avec un séparateur. Les métaux lourds dissous dans les eaux ne seront pas pris en charge par le séparateur.

**Page 20/57 :**

· La fraction de pâte de plomb indiquée dans le tableau à 35% correspond à celle dans une batterie neuve. La proportion dans une batterie usagée est largement supérieure.

**Page 35/57 :**

· Le taux de recyclage des fractions en plomb de l'exploitant tient compte d'activités non autorisées sur son site. Dans la mesure où les matières sortantes de l'activité de broyage des batteries au plomb restent pour la plupart sous le statut de déchet, il ne peut donc pas garantir le respect de la conformité à la Directive 2006/66/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 septembre 2006 relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs.

De plus, le mode de calcul du taux de recyclage annoncé par l'exploitant à 97,5% n'est pas conforme aux modes de calcul de la Directive 2006/66/CE.

**Page 36/57 :**

LE PREDD :

· Les installations STCM B2 permettent déjà à la région Centre Val de Loire de répondre aux objectifs de la loi n°2015-991 du 7 août 2015. Dans la mesure où elles permettent une sortie du statut de déchets de toutes les fractions plomb des batteries usagées tout en respectant les directives nationales et européennes, elles répondent plus favorablement aux objectifs de la loi.

L'activité RECUP44 n'apporterait aucune complémentarité pour l'activité de gestion de déchets dangereux dans le plan régional de gestion des déchets.

**Page 39/57 :**

LE PREDD :



- L'ajout d'une installation dont les activités sont classées SEVESO n'est pas en adéquation avec les objectifs de la DGPR.

**Page 48/57 :**

- Les seules MTD WT ne sont pas suffisantes pour s'assurer de la conformité des installations aux meilleures techniques disponibles. Les MTD transversales et également la MTD NFM spécifie des contraintes en rapport avec la production de plomb secondaire. Le dossier n'en fait pas état.

**b. Résumé non technique Etude d'impact**

**Page 41/53 :**

- Gestion de l'élimination des déchets

Dans la mesure où une faible fraction des matières contenues dans les batteries au plomb sortent du statut de déchet, le taux de recyclage à 97,5% est obsolète.

**Page 42/53 :**

- Effets sur la santé :

L'évaluation des risques sanitaires et l'étude d'impact ne sont pas réalisées selon les standards actuels. Les résultats des études ne peuvent pas permettre de conclure sur la compatibilité de l'activité avec le contexte environnemental. Il est notamment étonnant qu'il ne soit pas fait mention du suivi des récoltes des exploitations agricoles autour du site fortement implanté dans une zone agricole.

De même, toute activité pouvant recevoir des enfants sur les zones avec une concentration de plomb supérieure à 100 ppm doit faire l'objet d'une surveillance particulière, notamment des activités de garde d'enfants, selon les recommandations du HCSP.

**3. Commentaires sur la notice d'hygiène et de sécurité au travail**

Les conditions de protection du personnel contre le plomb semblent légères ou peu détaillées. Dans le chapitre "démarche de prévention", il n'est pas fait état d'un suivi régulier de la plombémie du personnel, mais seulement en cas de dépassement de certains seuils.

**Mail du 15 février 2023 à 15 h 40 de Chantal GALY**

Je viens de signer la pétition "Contre le projet RECUP44 à OUTARVILLE"

**Mail du 15 février 2023 à 18 h 51 de Monsieur BODIN**

Habitant Outarville, nous nous opposons au projet de Récup44 à Outarville sur le site de la STECO. Projet dangereux car risques de pollution de l'air de l'eau et des sols, d'autant que l'Etat a indiqué que le dossier présentait des lacunes, pas d'assurance des enjeux d'environnement, ni de la santé humaine.

**Mail du 17 février 2023 à 10 h 30 de Monsieur et Madame LEGAVE**

Habitants d'Outarville, nous vous adressons ce mail pour vous faire part de notre inquiétude et de notre opposition au projet Récup 44 sur notre commune.

Nous sommes en effet très inquiets quant à la dangerosité de ce projet, particulièrement sur le plan sanitaire, car il n'est certainement pas sans risque pour la santé. Parents de 2 enfants, nous souhaitons par-dessus tout les protéger.

Nous craignons également des conséquences environnementales et des risques de pollution.

Sachant qu'un incendie s'était déclaré sur le site en 2020, nous ne sommes absolument pas rassurés.

Beaucoup d'habitants d'Outarville s'inquiètent et s'opposent à ce projet. Nous espérons donc vivement que nos voix seront entendues et tout danger écarté pour tous.

**Mail du 17 février 2023 à 13 h 27 de Monsieur Sylvain NAUDET**

Sur la question environnementale (objet de l'enquête), Récup44 fait diversion et amène les pouvoirs publics à regarder ailleurs : seule une majorité relative du conseil municipal d'Outarville du 1<sup>er</sup> février 2023 a donné un avis favorable

Le dossier de Récup44 évoque beaucoup la pollution générée par l'activité de la Stéco (et beaucoup moins les risques de leur projet).

- Sur l'évaluation de l'état des milieux et l'évaluation du risque sanitaire, Récup44 renvoie vers des documents confidentiels sous prétexte du secret industriel et des risques d'actes de malveillance dans les installations classées.
- Et même lorsque Récup44 évoque la pollution du broyage, les mesures ne sont pas à la hauteur :

Proposition d'excavation des terres en surface du site (alors que la pollution s'étend sur un périmètre bien plus large : cf. secteur du PLU qui limite grandement la vocation des terres adjacentes) ;

- L'entreprise « prévoit déjà la surveillance des émissions » (dixit réponse de Récup44 du 05/01/2023). Sauf que le MRAE avait indiqué clairement que les sondes Owen prévues ne permettaient pas de surveiller les molécules dangereuses (uniquement des poussières).
- l'entreprise propose des mesures de surveillance de l'air la première année d'exploitation. Mais rien pour la suite.

Les habitants ne s'y sont d'ailleurs pas trompés :

- pétition en ligne qui dépasse largement les 220 signatures.
- Coupons contre le projet glissés dans la boîte aux lettres de la mairie.
- Annotations dans le cahier d'enquête publique.
- Mobilisation de la presse écrite et de la presse radio.

Beaucoup des habitants croisés sont prêts à se mobiliser davantage encore.

Monsieur NAUDIN reprend ensuite dans son mail les observations émises par la MRAE dans son avis.

Enfin, il évoque des faits concernant l'entreprise et ses dirigeants qui n'engagent que lui.

En conclusion, il indique :

« Je crois encore en un Etat protecteur qui n'autorisera pas un nouveau site Seveso proche des habitations et de terres agricoles pour quelques emplois. Si le projet est autorisé (même avec des ajustements), je rejoindrai les rangs de ceux qui ne font plus confiance en l'Etat. »

Une pétition sous forme de mails a été envoyée à l'adresse dédiée à la Préfecture du Loiret. Elle est détaillée dans la rubrique « III-5 Pétitions »

### **III- 4 - OBSERVATIONS PAR COURRIERS**

Madame Adeline GOUACHE reprend dans son courrier les mêmes arguments que dans le mail déposé sur l'adresse de la Préfecture et l'observation déposée dans le registre d'enquête.

#### **Madame Béatrice BERTHEAU**

Madame BERTHEAU a envoyé deux courriers, insérés dans le registre d'enquête, dont les termes sont identiques à ceux de son mail du 08 février 2023.

#### **Monsieur Pierre COISNON**

Monsieur COISNON est agriculteur à Poily et dirigeant de la SARL les Trois Laboureurs. Cette société travaille 60000 tonnes de pommes de terre qui transitent à Poily, soit la production de 95 agriculteurs.

Cette activité est contrôlée et certifiée IFS afin de pouvoir être commercialisée.

Mr COISNON n'est pas hostile à de nouvelles activités de RECUP 44 sous réserve d'être assuré de l'innocuité absolue de celles-ci. A défaut, la production serait invendable.

Il demande des contrôles et des agréments réguliers pour certifier la bonne tenue du site. Il demande également un engagement ferme adossé à une compagnie d'assurances reconnue pour un montant de 25 à 35 M€ afin de couvrir toutes sortes

de risques et d'indemniser, le cas échéant, la perte d'activités et tous les frais annexes supportés par RECUP 44.

A défaut de ces garanties, il sera hostile à la nouvelle activité.

### **Monsieur Stéphane MALON**

Monsieur MALON est venu lors de la permanence du 17 février 2023 et a déposé un courrier par lequel il s'oppose à la décision du conseil municipal d'Outarville « d'émettre un avis favorable à l'étude environnementale de RECUP 44 ».

Mr MALON énumère les différents points de l'avis de la MRAE et constate qu'il n'y a pas d'adéquation entre la maîtrise des risques et l'environnement de l'installation. Il regrette une synthèse laconique de l'état des dangers.

Mr MALON demande comment une municipalité peut ne pas tenir compte des tels écrits et souhaite, qu'à minima, les autorités compétentes de l'Etat demandent à RECUP 44 de fournir les pièces manquantes permettant de juger de la dangerosité de leur projet.

En dehors du courrier inséré dans le registre d'enquête, Monsieur MALON fait part de son inquiétude quant à « la véracité » du dossier, la crédibilité de l'entreprise qui, selon lui, a connu de nombreux incidents.

Il regrette le manque d'information de la part de la commune et l'absence d'un système d'alerte. Il considère que le vote favorable du conseil municipal ne protège pas la population et préférerait un projet plus durable et protégeant mieux l'environnement tel qu'un parc photovoltaïque.

*Commentaires du commissaire-enquêteur: Lors de la permanence du 17 février 2023, j'ai reçu en même temps et à leur demande :*

*Mme SEKKUTI qui avait auparavant déposé une observation sur le registre d'enquête ;  
une personne qui a gardé l'anonymat et avait auparavant déposé une observation sur le registre d'enquête,*

*Mr MALON a déposé un courrier ;*

*Mr NAUDET a envoyé un mail le 17 février à 13 h 27.*

*Au-delà de leurs différents écrits, leurs propos et leurs inquiétudes se rejoignent dans les observations verbales de Mr MALON.*

**Monsieur Philippe FOUCHE** est venu lors de la permanence du 17 février 2023 et a déposé un courrier dans lequel il « dénonce une violation des règles applicables à une enquête publique car il y a eu une entrave au libre accès des pièces de cette enquête ».

Ensuite, il souligne les anomalies du dossier : textes surlignés, annexes absentes ; il pose un problème de légalité en considérant que RECUP 44 serait actionnaire de STECOPOWERS, donc ce n'est pas la société exploitante qui dépose la demande.

Il indique que l'activité existe depuis des années sans autorisation et qu'une mise aux normes avait été demandée à l'ancien exploitant suite à la pollution au plomb.

En dehors du courrier inséré dans le registre d'enquête, Monsieur FOUCHE indique :

- que les toitures du site, en amiante, mettent en danger la vie d'autrui ;
- que certaines annexes (fonctionnement du broyeur) sont rédigées en anglais ;
- que le conseil municipal d'Outarville a pris une décision sans connaître le dossier ;
- qu'il a été constaté que les enfants avaient un taux de plomb élevé dans le sang.

Avis du commissaire-enquêteur:

Monsieur FOUCHE « dénonce une violation des règles applicables à une enquête publique car il y a eu une entrave au libre accès des pièces de cette enquête ».

Lorsque je tiens une permanence, je m'efforce de recevoir les intervenants séparément. Cela me paraît correct vis-à-vis d'eux et permet un meilleur dialogue.

Lors de la permanence du 17 février 2023 à la mairie d'Outarville, j'ai reçu ensemble et à leur demande un groupe de quatre personnes. Lorsque Mr FOUCHE est arrivé, je lui ai demandé, aimablement, s'il voulait bien attendre que j'ai terminé l'entretien en cours avant de le recevoir (et non « de sortir » comme il le dit). Pendant ces quelques minutes d'attente, Mr FOUCHE a rédigé le courrier qu'il m'a remis.

Concernant « l'entrave au libre accès des pièces de cette enquête » le dossier était évidemment dans la salle où je recevais le public. En cas d'urgence, Mr FOUCHE pouvait consulter le dossier sur l'ordinateur portable à disposition à cet effet à l'accueil de la mairie.

Je note qu'il n'a jamais consulté le dossier « papier » pendant le temps que je l'ai reçu.

Concernant les observations sur le fond et la forme de l'enquête, j'ai indiqué à Mr FOUCHE les raisons pour lesquelles certaines informations étaient masquées et lui ai précisé que toutes ses remarques seraient transmises au porteur de projet.

**Monsieur DEMAZ Jean-Claude** s'insurge contre ce projet ; le risque de pollution de l'air, de l'eau et des sols est certain. Il s'étonne que le Maire d'Outarville ait donné un avis favorable à ce projet nuisible à la santé collective.

### III – 5 – PETITIONS

Une pétition sous forme de mails a fait l'objet de trois envois reprenant le texte suivant :

« Je soussigné ..... m'oppose au projet de Récup 44. L'entreprise ne présente pas les garanties nécessaires pour la préservation des sols, de l'eau et de l'air.

Signature »

- Mail du 13 février 2023 à 08 h 55 de Madame Gaëlle DAMOUR
- Mail du 13 février 2023 à 20 h 04 de Monsieur Nicolas SERVOZ
- Mail du 14 février 2023 à 19 h 45 de Monsieur Sébastien HALLE

Un flyer, dont l'origine n'est pas mentionnée, distribué dans les boîtes aux lettres invite les habitants à remplir un coupon-réponse ainsi libellé :

« Monsieur le Commissaire-enquêteur,

Je soussigné.....m'oppose au projet de RECUP 44.

L'entreprise ne présente pas les garanties nécessaires pour la préservation des sols, de l'eau et de l'air.

Signature ».

Copie de ce flyer est annexé au rapport.

**Cinquante-deux coupons réponses (52)** ont été déposés en mairie et sont annexés au registre d'enquête.

**Une pétition sur le site change.org** a recueilli **226 noms**.

*Avis du commissaire-enquêteur sur les observations :*

*Plusieurs observations constatent l'opacité du dossier et l'absence de nombreuses annexes. J'en ai indiqué les raisons aux personnes que j'ai rencontrées en leur précisant que ces dispositions étaient légales et qu'elles pouvaient consulter le dossier complet, sur demande et sous contrôle, à la Préfecture d'Orléans.*

*J'ai indiqué également que le dossier avait été jugé complet et régulier par l'autorité préfectorale.*

*Les manquements soulignés dans l'avis de la MRAE et les incohérences dans le dossier sont souvent repris et se justifient. J'ai demandé au porteur de projet, dans le procès-verbal des observations, de s'en expliquer.*

*Je n'ai pas fait mention, dans le PV des observations remis au porteur de projet, des remarques à l'encontre de la municipalité d'Outarville qui ne sont pas de son ressort (vote du conseil municipal, système d'alerte, trafic routier). Je me suis entretenu de ces observations avec le maire d'Outarville.*

*De nombreuses observations font part d'une crainte que ce projet aggrave la pollution avérée des sols du fait des activités antérieures de l'entreprise STECOPOWERS. Plusieurs personnes craignent des effets néfastes sur la santé et en particulier celle des enfants, beaucoup ont en mémoire l'incendie de 2020.*

*Les pétitions par mails ou flyers ont recueilli 281 noms (52+ 3 +226). Certains signataires ont déposé des observations par ailleurs, par mail ou par courrier et, selon moi, rien ne garantit la sincérité des participations de la pétition en ligne.*

*Concernant le « rayon de trois kilomètres » plusieurs fois évoqué, j'ai précisé chaque fois que possible qu'il s'agit d'un périmètre d'affichage lié à la réglementation des ICPE.*

A Olivet, le 16 mars 2023

Le commissaire-enquêteur  
Jean BERNARD

## ANNEXES

- Arrêté préfectoral du 09 décembre 2022
- Avis d'enquête publique
- Annonces légales
- Certificats d'affichage, de dépôt de dossier et de mise à disposition d'un ordinateur
- Procès-verbal des observations
- Mémoire en réponse du maître d'ouvrage aux observations du public et réponses aux observations de la MRAE
- Flyer distribué dans les boîtes à lettres



## PIECES JOINTES AU RAPPORT REMIS A LA PREFECTURE DU LOIRET

- Registre d'enquête
- Dossier d'enquête

